

Commission de la construction du Québec

---

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## 2021-2022

---

---

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2020-2021 :
  - a) les endroits et dates du départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé;
    - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
    - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts;
  - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :
  - a) les raisons du déplacement
  - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - c) les coûts ventilés;
  - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
  - e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
  - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4. Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :
  - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;
  - b) les noms des firmes de publicité retenues ;
  - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;

- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

**5. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**

Par le cabinet ministériel:

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilés par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilée par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

**6. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu ;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste de formations ventilées par type d'événement.

**7. La liste des dépenses en formation de communication :**

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

**8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

**9.** Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**10.** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

**11.** Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce jour ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine TI en 2020-2021.

**12.** Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
  - b) la nature du projet ;
  - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
  - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
  - e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
  - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
  - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
  - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
  - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
  - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
  - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
    - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
  - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- 13.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) les distributeurs d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement de frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. a) au Québec;
    - II. b) à l'extérieur du Québec.
- 14.** De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - k) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
- 15.** a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes

- handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
  - c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
  - d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie de moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
  - e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);  
le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
  - f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
  - g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
  - h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
  - i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
  - j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
  - k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
  - l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
  - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
  - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre d'employés permanents et temporaires.
  - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
  - q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
  - r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
  - s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
- 16.**
- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
  - b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
  - c) Pour chaque ministère et organismes et ce, par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.
  - d) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
- 17.** Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1<sup>er</sup> avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse;
  - l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- 18.** Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
  - b) La valeur estimée de ceux-ci;
  - c) Les coûts d'entretien annuel;
  - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

19. Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.
20. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
21. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
22. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2020-2021;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.
23. Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
24. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2021-2022.
25. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :



- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

**26.** Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2021-2022.

**27.** Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

**28.** Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.

**29.** Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

**30.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

**31.** Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

**32.** Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

**33.** Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;

- c) les coûts de construction du site;
  - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
  - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
  - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites, ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
  - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
  - h) le responsable du contenu sur le site;
  - i) les noms de domaines réservés;
  - j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- 34.** Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :
- a) la liste;
  - b) le nom de la personne;
  - c) les mandats de chacune de ces personnes;
  - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
  - e) le résultat du travail effectué;
  - f) les échéances prévues;
  - g) les sommes impliquées.
- 35.** Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :
- a) les régions et les villes visitées;
  - b) les personnes rencontrées;
  - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
  - d) les raisons du déplacement;
  - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
  - f) les coûts ventilés;
  - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- 36.** La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
- 37.** Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation
- 38.** La liste des ententes et leur nature, signées en 2020-2021 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
- 39.** Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.
- 40.** L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

41. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2021-2022.
42. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
44. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
45. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour les bris de contrat.
46. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
47. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
48. Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés
49. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
50. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
51. Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
52. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
53. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.
54. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

55. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
  56. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.
  57. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.
  58. Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.
  59. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :
    - a) la dépense totale (opération et capital);
    - b) les grands dossiers en cours;
    - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
    - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
    - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
  60. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
  61. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
  62. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :
    - a) le sujet;
    - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
    - c) les coûts reliés à sa réalisation;
    - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
63. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
    - a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
    - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
    - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
  64. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.
  65. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer:

- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les participants ;
  - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
- 66.** Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) La date ;
  - b) La nature ;
  - c) Les questions posées ;
  - d) Les réponses ;
  - e) La firme retenue ;
  - f) Les coûts.
- 67.** Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
  - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
- 68.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.
- 69.** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.
- 70.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.
- 71.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.
- 72.** Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.
- 73.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
- 74.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
- 75.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022, « Faire plus, faire mieux ».
- 76.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
- 77.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
- 78.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
- 79.** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

80. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
81. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.
82. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
83. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.
84. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.
85. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.
86. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.
87. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.
88. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.
89. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.
90. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027
91. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.
92. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.
93. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.
94. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.
95. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.
96. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action de la politique internationale du Québec 2018-2020.
97. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.
98. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.
99. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.
100. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

- 101.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.
- 102.** Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).
- 103.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.
- 104.** Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.
- 105.** Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
  - b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
  - c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
- 106.** Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.
- 107.** Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.
- 108.** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.).
- 109.** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.
- 110.** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :
- a) Liste des contrats ;
  - b) Nom du fournisseur ;
  - c) Montant déboursé.
- 111.** Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
- 112.** Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
- 113.** Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :
- a) Les sommes dépensées;
  - b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
  - c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
- 114.** Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :
- a) Total des dépenses réalisées;
  - b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.);
  - c) Liste des fournisseurs retenus;
  - d) Coûts d'installation;
  - e) Liste des contrats accordés et montants déboursés;
  - f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif;

- 115.** Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :
- a) Le total des sommes dépensées;
  - b) Le nom des fournisseurs retenus;
  - c) La liste des contrats.
- 116.** Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.
- 117.** Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.
- 118.** Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).
- 119.** Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.
- 120.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) les motifs de la demande;
- 121.** Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :
- a) le nom du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'état de prestation des services;
  - e) l'échéancier.
- 122.** Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
- 123.** Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.



- 124.** La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
- 125.** Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
- 126.** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
- 127.** Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
- 128.** Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :
- a) Nombre de stagiaires reçus;
  - b) Heures de stages effectués;
  - c) Rémunération totale déboursée.
- 129.** Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
  - b) le type de véhicules;
  - c) le nombre de véhicules hybrides;
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - e) le nombre de véhicules électriques.
- 130.** Veuillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :
- a) les sommes dépensées pour chaque action;
  - b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2020-2021 :

- a) les endroits et dates du départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé ;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts ;
- k) toutes consigne sanitaire encadrant le retour de ces mission.

Aucun déplacement pour 2020.

Les renseignements concernant les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet de la CCQ en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 19).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2020-2021 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère pour 2020.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions 2021-2022 ;

b) les noms des firmes de publicité retenues;

c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);

d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;

e) le but visé par chaque dépense;

f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;

g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Fournisseur	Publicité 2020	Détails
ACQ – Montérégie	5,085 \$	Publicité et placement médias Bâtisseurs Montérégie (contrat négocié)
ACQ – Région Montréal	8,145 \$	Publicité revue Construire - 1 page couleur - 4 parutions (contrat négocié)
APCHQ – Région Montréal	14,250 \$	Publicité - Revue Québec Habitation - (contrat négocié)
AQISEP	6,000 \$	L'informateur (3 parutions) (contrat négocié)
CMEQ	7,650 \$	Publicité Informel – 6 parutions (contrat négocié)
CMMTQ - IMB	7,260 \$	1 page couleur – Magazine Inter-mécanique du bâtiment (IMB) – 3 parutions (contrat négocié)
Indiana communications	3,990 \$	½ page couleur dans le répertoire de la communauté autochtone (contrat négocié)
JBC Média	6,980 \$	Publicité dans magazine Champions de la construction (contrat négocié)
Cree Communications	4,000 \$	Publicité répertoire autochtone (contrat négocié)
Magazine Constas - ACRGTQ	8,664 \$	Le Journal de l'Habitation – Magazine Constas (contrat négocié)
Magazine Formes	18,330 \$	Publicité 1 page dans le magazine Formes – 4 parutions (contrat négocié) plus Web
Pages Jaunes	4,360 \$	Publicité dans les pages blanches et mobiles (contrat négocié)
Facebook	3 733\$	Publicité sur Facebook (contrat négocié)

Septembre éditeur	2,550 \$	Publicité et placement média-métiers de la construction (contrat négocié)
Solutions d'affaires 411	800 \$	Annonce dans <a href="http://www.affaires411.ca">www.affaires411.ca</a> , Annuaire en ligne (contrat négocié)
TC Médias Voir Vert magazine	8,000 \$	Publicité Voir Vert placement dans les médias Constructo (contrat négocié)
TC Médias Portail constructo	2,760 \$	Publicité Portail constructo (contrat négocié)
TC Médias Journal constructo	19,440 \$	Publicité Journal constructo (contrat négocié)
TC Médias Leader de la construction	3,600 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo (contrat négocié)
TC média projet infrastructures et grands travaux	5,700 \$	Publicité et placement dans les médias Constructo (contrat négocié)
Journal de Montréal	12,375 \$	Publicité pour le scrutin syndical
Journal de Québec	7,875 \$	Publicité pour le scrutin syndical
Journal de Montréal	6,382 \$	Publicité pour le cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC)
Journal de Québec	2,580 \$	Publicité pour le cours de connaissance générale de l'industrie de la construction (CCGIC)
<b>TOTAL</b>	<b>166,776 \$</b>	

<b>COMMANDITES 2020</b>	50,805 \$
-------------------------	-----------

**NOTE :** Toutes les commandites ont été octroyées de gré à gré par contrats négociés, selon les besoins communicationnels de la CCQ.

<b>Communiqués de presse en 2020</b>	
CNW Telbec	2 475 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 24).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 10 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-4**

Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 ;
- b) les noms des firmes de publicité retenues ;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ;
- e) le but visé par chaque dépense ;
- f) le rapport statistique sur la portée de la clientèle visée.

Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.

- a) Coût total : 70 202\$
- b) Publicis, Les Évadés et Agence Dialekta
- c) Contrats négociés
- e) Placement numérique

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-5

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement ;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'évènements, ventilé par type d'évènement ;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement ;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Aucune conférence de presse ou événement pour l'année 2020.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Donnée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Liste des dépenses en formation de communication données par un professionnel ou une firme externe :

- Groupe Infopresse/ Événementiel post-COVID = 455 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 22 et 23).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-7**

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

FICHE RG-8 ANNEXE - REGISTRE DES CONTRATS

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (avant taxes)	Type de contrat
9247-9714 Québec inc. (Groupe Gagnon)	Service de destruction sur place de documents personnels - SS et Estrie	2,500	Gré à gré
9251-3464 Québec Inc. (f.a.s.r.s VB Climatisation)	Entretien systèmes de climatisation et ventilation - R.-Nord	3,800	Gré à gré
ADN Leadership inc.	Services professionnels de coaching en gestion	2,000	Gré à gré
ADN Leadership inc.	Services professionnels de coaching en gestion	12,000	Gré à gré
Alarme BSL inc.	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - Rimouski	386	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de la Rive-Sud	504	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Trois-Rivières	540	Gré à gré
Alarme Trans-Canada	Service de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau de Sherbrooke	2,500	Gré à gré
Alpha Plantes	Service d'entretien des plantes d'intérieur - Siège social et BRM	7,500	Gré à gré
Alvéole Montréal inc.	Services de location de ruches d'abeilles	11,600	Gré à gré
Ascenseurs Cloutier Ltée	Entretien de l'ascenseur Maxi - Québec	14,248	Gré à gré
BFL Canada inc.	Assurance automobile - véhicules lourds de la CCQ	5,826	Gré à gré
Canon Canada inc.	Acquisition et entretien de numériseurs Canon DR-G2110 (TERA)	23,225	Gré à gré
Cedrom-SNI	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de revue de presse - Eureka	12,000	Gré à gré
Cedrom-SNI (téléf. Média/CNW Telbec)	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de revue de presse - Cision	24,248	Gré à gré
Centrale Thermique BC Plus inc.	Service de traitement de l'eau du réseau de chauffage - BRM	7,348	Gré à gré
Choquette CKS inc. (Service de cuisines commerciales)	Entretien d'équip. de cuisine (four, frigos, gaz, électr.)	20,000	Gré à gré
Clenche inc	Services de conception et de production de contenus multimédias	20,000	Gré à gré
Consilium Cabinet d'affaires gouv.inc.	Services professionnels - relations avec le Conseil Mohawk - Kahnawake	20,000	Gré à gré
CSPQ	Abonnement annuel au Réseau intégré des bibliothèques gouvernementales (RIBG)	22,800	Gré à gré
CSPQ (MTESS)	Abonnement annuel au RIBG et Portfolio - plateforme web	22,800	Gré à gré
Déneigement B Boivin inc.	Services de déneigement - bureau de Sherbrooke	17,400	Gré à gré
Déneigement FM	Services de déneigement - bureau de la Rive-Nord	19,800	Gré à gré
Echo Sondage	Sondage - Abandons dans l'industrie de la construction	17,075	Gré à gré
Extermox	Services d'extermination - siège social et bureau régional de Montréal	3,000	Gré à gré
Francotyp-Postalia Canada inc.	Location compteurs postaux Francotyp-Postalia Optimail 30	4,141	Gré à gré
Gosselin, Maurice	Services-conseil - accompagnement gestion de la performance	10,000	Gré à gré
Iron Mountain Canada Opérations ULC (anciennement Recall)	Service d'entreposage, de protection et de gestion des bandes informatiques	15,000	Gré à gré
Les Artisans du Paysage du Québec inc.	Services d'entretien paysager - Bureau de Québec	14,338	Gré à gré
Michel Toupin Consultation inc.	Service de consultant externe - membre de 3 comités de sélection - Trésorerie	3,750	Gré à gré
Microtec Securi-T	Services de télésurveillance - alarme-intrusion - bureau régional de Val d'Or	240	Gré à gré
MRC De La Vallée-De-L'Or	Location de conteneur à déchets - Val d'Or	3,500	Gré à gré
Neopost	Location de deux compteurs postaux IJ40/50pour le bureau de Québec	1,324	Gré à gré
Pages Jaunes	Placement de publicité - Pages Jaunes	5,000	Gré à gré
Paradis Aménagement Urbain inc	Services de déneigement - Québec	15,000	Gré à gré
Pro Alarme	Service de télésurveillance à système d'alarme intrusion - bureau de Sept-Îles	750	Gré à gré
Quadient (anc. Neopost)	Service d'entretien d'ouvre-lettres Ovation 2112 - DRF	665	Gré à gré
RécupérAction Marronniers inc.	Récupération de matières recyclables - SS et BRM	5,540	Gré à gré
SAAQ	Abonnement aux services en ligne - demandes de renseignements	4,400	Gré à gré
Sharp Électronique du Canada Ltée	Service et entretien de photocopieur Sharp MXM1204	15,000	Gré à gré
Sid Lee inc.	Services de support pour Sitecore	13,500	Gré à gré
TalentSoft SA	Licences d'utilisation du logiciel LMS/LCMS de TalentSoft Learning	16,150	Gré à gré

Technologie Reptile inc.	Solutions SaaS - envoi massif de courriels Emailicious	15,000	Gré à gré
Traduction sans frontières inc.	Services de traduction du français vers l'anglais	20,000	Gré à gré
Valtech Canada inc.	Cartographie du parcours travailleurs nouveaux diplômés SALC	24,780	Gré à gré
Ville de Sherbrooke	Service de récupération de matières recyclables	400	Gré à gré

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Voir annexe.

L'information est disponible, selon les seuils prévus sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

RG-9 - ANNEXE	CCQ 2020		
No appel d'offres	500863 – Téléphonie filaire	Soumission conforme	Prix soumis
		Vidéotron Ltée	367 666,20\$
		TELUS Communications	377 676,00\$
		Bell Canada	383 491,80\$
No appel d'offres	500866 – Intégration solution PGI -GRC	Soumission conforme	Prix soumis
		Deloitte	16 034 006,00
		LGS	Non qualifié
No appel d'offres	500876 – Services actuariels régime salariés industrie	Soumission conforme	Prix soumis
		Aon Conseil	414 650,00\$
		Normandin Beaudry Actuaire Inc	555 850,00\$
No appel d'offres	500878 – Fournitures de bureau	Soumission conforme	Prix soumis
		Staples Avantage Canada	593 975,65 \$
		Novexco Inc	637 287,05 \$
No appel d'offres	500879 – Solution intégrée d’administration et de contrôle des accès	Soumission conforme	Prix soumis
		ESI Technologies	420 037,00\$
		Telus Communications Inc	572 605,00\$
No appel d'offres	500881 – Service de numérisation	Soumission conforme	Prix soumis
		Trigonix	324 000,00\$
		ImageNexx Inc	342 000,00\$
		Groupe Tact	360 000,00\$
No appel d'offres	500882 – Location équipements chariot nacelles et plateformes élévatrices	Soumission conforme	Prix soumis
	Côte-Nord	1 <sup>er</sup> fournisseur : Location d’outils Simplex 2 <sup>e</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 3 <sup>e</sup> fournisseur : aucun	237 798,12\$ 278 784,33\$

	Bas St-Laurent	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : Location d’outils Simplex 3 <sup>è</sup> fournisseur : aucun	423 508,25\$ 540 054,19\$
	Capitale Nationale / Chaudière-Appalaches	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : United Rentals of Canada 3 <sup>è</sup> fournisseur : Groupe Lou-Tec	874 283,25\$ 1 134 922,58\$ 1 179 022,81\$
	Estrie	1 <sup>er</sup> fournisseur : United Rentals of Canada 2 <sup>è</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 3 <sup>è</sup> fournisseur : Location d’outils Simplex	394 051,68\$ 497 676,50\$ 877 158,40\$
	Gaspésie	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : aucun 3 <sup>è</sup> fournisseur : aucun	520 769,42\$
	Mauricie / Centre du Québec	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : United Rentals of Canada 3 <sup>è</sup> fournisseur : Groupe Lou-Tec	265 439,70\$ 399 701,44\$ 527 766,57\$
	Montréal / Montérégie / Laval / Laurentides / Lanaudière	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : United Rentals of Canada 3 <sup>è</sup> fournisseur : Groupe Lou-Tec	3 271 389,20\$ 4 194 915,94\$ 4 342 518,84\$
	Outaouais	1 <sup>er</sup> fournisseur : United Rentals of Canada 2 <sup>è</sup> fournisseur : Groupe Lou-Tec 3 <sup>è</sup> fournisseur : Trois-Rivières location	194 145,41\$ 202 172,29\$ 249 835,00\$
	Saguenay Lac St-Jean	1 <sup>er</sup> fournisseur : Trois-Rivières location 2 <sup>è</sup> fournisseur : Location d’outils Simplex 3 <sup>è</sup> fournisseur : aucun	383 075,92\$ 527 329,88\$
No appel d'offres	500883 – Service d’impression gérée pour imprimante réseau et imprimantes multifonctions	Soumission conforme	Prix soumis
		Copicom Solutions Inc	517 377,65\$
No appel d'offres	500885 – Acquisition d’une solution de gestion des informations et des événements de sécurité et services gérés	Soumission conforme	Prix soumis
		Solutions Victrix	999 977,00\$
		Telus Communications Inc	1 024 270,00\$
		Deloitte	1 240 593,06\$
		SIA Innovations Inc	1 499 771,49\$
No appel d'offres	500887 – Services de déneigement siège social et bureau régional de Montréal	Soumission conforme	Prix soumis
		Les pavages Dancar (2009)	69 700,00\$
		Les entreprises Cogenex	73 000,00\$

		Les entreprises Tony DiFeo	74 700,00\$
No appel d'offres	500890 – Acquisition de composantes de bandothèque de marque DELL EMC et de services informatiques	Soumission conforme	Prix soumis
		Novipro Inc	306 445,47\$



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-10

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021 :

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2020-2021, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige *la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics* ;
- m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2020-2021.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale (ALSU) (PMTI)	Actualisation des logiciels systèmes et utilitaires des applications hors centrale. Livrables principaux : recette d'actualisation, actualisation des infrastructures technologiques Windows, SQL, définition du processus d'actualisation en continu des logiciels.	Complété	903 224 \$
Infonuagique avec Office 365 (PMTI)	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rehaussement de la suite bureautique Microsoft Office.</li><li>• Préparer l'utilisation de la suite Office avec l'arrivée de nouvelles solutions de marchés tel que le PGI-GRC.</li><li>• Assurer une formation à tous les utilisateurs de la CCQ.</li></ul>	En cours	1 002 530 \$
Remplacement AuthWeb pour authentification (PMTI)	L'objectif du projet est de cesser l'utilisation de l'application « maison » AuthWeb pour l'authentification des services en ligne (SEL) afin de réduire les risques inhérents à la sécurité. Le projet inclut également un plan de dé-commissionnement de l'application Authweb.	Complété	82 744 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Plan de relève TI (PMTI)	Mettre en place un plan de relève TI pour assurer la poursuite des services essentiels de la CCQ advenant un incident majeur ou un désastre qui affecterait la salle des serveurs et l'immeuble du siège social de la CCQ.	En cours	155 318 \$
Administration et contrôle des accès (PMTI)	Implantation d'une solution d'administration et de contrôle des accès utilisateurs. Le projet permet de satisfaire les exigences du VGQ et de la vérification interne en matière de révision annuelle des accès et d'optimiser la gestion des accès à travers son automatisation.	En cours	222 777 \$
Analyse et migration des sites compatibles Sharepoint (PMTI)	L'objectif principal de ce projet est de garantir la disponibilité et la sécurité du service de collaboration et de partage de document offert via la technologie SharePoint de Microsoft pour l'ensemble des lignes d'affaires de la CCQ. Migration des sites SharePoint de la plateforme 2010 vers la plateforme Sharepoint sous Office 365.	En cours	341 675 \$
Remplacement des commutateurs centraux (PMTI)	Remplacement des deux commutateurs centraux en fin de vie utile. Les deux commutateurs sont responsables du routage et des interconnexions de l'ensemble des équipements de la CCQ, autant au siège social qu'aux bureaux régionaux.	En cours	561 303 \$
SIEM - Corrélation et gestion des événements de sécurité (PMTI)	Mettre en place une solution de gestion des journaux d'événements de sécurité. La solution permet de surveiller en temps réel des événements et des incidents de sécurité qui pourraient survenir sur l'ensemble des équipements et des systèmes de la CCQ.	En cours	29 841 \$
Refonte des contrôleurs de domaine (PMTI)	Rehaussement des contrôleurs de domaine de la CCQ qui sont désuets et en fin de vie afin de respecter les normes de sécurité et permettre la venue du PGI-GRC.	Complété	41 958 \$
Traitement électronique des réclamations d'assurances	Remplacement du système de paiement de réclamation de frais d'assurance.	Complété	1 743 433 \$
Refonte du cadre normatif	Révision du cadre normatif de l'industrie de la construction afin de : simplifier la réglementation, accroître la transparence, éliminer les chevauchements et les dédoublements pour accroître l'efficacité, normaliser afin de réduire les exceptions pour accroître l'efficience.	En cours	0 \$
Mise en place d'un entrepôt de données	Mettre en place les fondations d'un entrepôt de données qui permettra à l'organisation d'exploiter ses informations de façon stratégique et centralisée. Établir les bases pour l'exposition de données du PGI/GRC, et les avenues possibles pour le partage de données avec nos partenaires externes.	En cours	1 526 725 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Épuration de COMIC	Épurer les données du système comptable de l'industrie de la construction (COMIC) afin d'optimiser les temps des traitements du système central et simplifier la conversion des données vers le Programme Mistral. Épuration manuelle des données de gestion monétaire du système «GA».	En cours	359 291 \$
Refonte des applications critiques en fin de vie	Plusieurs applications du parc applicatif reposent sur des technologies désuètes ou des solutions qui ne seront plus supportées par leur fournisseur. 3 applications ont été priorisées : PC Réclam, SIR et Admin 2000. Le projet vise ainsi à mettre en place des stratégies pour en assurer leur pérennité.	En cours	926 149 \$
Mesure de rareté de la main-d'œuvre	Implantation d'une série de 9 mesures réglementaires visant à contrer la rareté de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.	En cours	576 895 \$
Mise en place de l'agilité	Concrétiser l'approche "Agile" de gestion de projet et de développement à la CCQ. L'objectif est de formaliser la méthodologie afin d'améliorer la flexibilité et la vélocité dans le cadre de la livraison de projets et de minimiser les risques sur les investissements à venir.	En cours	208 669 \$
Améliorations du système pénal, RIG et avis de courtoisie	Amélioration des systèmes patrimoniaux (système pénal, RIG et avis de courtoisie) de la VPVE afin de faire certaines mises à niveau essentielles avant l'arrivée du PGI-GRC.	Complété	73 824 \$
Améliorations de l'application de géolocalisation	Bonification de l'application de géolocalisation qui est présentement limitée dans ses fonctionnalités. Le projet permettra ainsi d'améliorer l'efficacité du travail des inspecteurs dans l'analyse de leurs dossiers.	En cours	10 930 \$
Mise en place d'un nouvel intranet	Mise en place d'un nouvel Intranet qui permettra la communication, la collaboration et le partage des informations de l'organisation via une plateforme moderne et conviviale. La nouvelle plateforme permettra d'améliorer l'autonomie des lignes d'affaires dans la gestion du contenu publié et adresser la désuétude de l'Intranet actuel.	En cours	135 321 \$
PGI-GRC Sélection et cartographie des processus	Sélection d'une ou des Solutions intégrées, ainsi qu'un intégrateur qui assurera le succès de l'implantation d'un PGI-GRC (Progiciel de gestion intégrée- Gestion de la relation client) à la CCQ.	Complété	958 095 \$
Déploiement du module Ressources humaines	Implantation des modules SAP RH suivants : SAP Sodales (Gestion des relations de travail), SAP SuccessFactors (Gestion RH et Talents), SAP Paie (Gestion et le calcul de la paie)	En cours	1 681 782 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2020
Conception générale du Programme MISTRAL	Conception générale de la solution et production d'une feuille de route pour l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la CCQ dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	2 880 858 \$
Déploiement du module Finances et approvisionnement	Implantation des modules SAP S4/HANA suivants : - FI: Comptabilité générale, comptes payables, immobilisations et gestion bancaire - CO: Contrôles et gestion budgétaires - MM: Gestion de l'approvisionnement et des articles Implantation de la solution Concur : Gestion des comptes de dépenses	En cours	1 745 848 \$
Historisation, conversion et intégration	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	1 514 690 \$
Documentation des règles d'affaires	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la CCQ dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	1 569 284 \$

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec, <https://www.seao.ca/>

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 11 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-12**

Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :  
la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Voir la réponse de la fiche numéro 11.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. au Québec,
  - II. à l'extérieur du Québec.

**Direction générale de la CCQ**  
**1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020**

Remboursement de frais de transport	864.36\$
Remboursement des frais d'hébergement	-----\$
Remboursement des frais de repas	2194.37\$
Achat d'une table à la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	-----\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2020-2021, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres) utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
- c) les coûts d'acquisition des appareils;
- d) le coût d'utilisation des appareils;
- e) le coût des contrats téléphoniques;
- f) les noms des fournisseurs;
- g) le nombre de minutes utilisées;
- h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ;
- j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

	2020
Téléphones	383
Coût acquisition	0 \$
Coût utilisation	iPhone – 33.90 \$/mois (80 appareils –Rogers) iPhone – 31.90 \$/mois (302 appareils – Telus) Samsung – 17.90 \$/mois (1 appareils – Telus)
Fournisseur	Rogers Telus via le CSPQ
Frais d'itinérance	397.38 \$ (Rogers) - aucun frais avec Telus
Coût dépassement des forfaits	0 \$
Coûts résiliation	362.00 \$/annuel (Rogers)

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 25).

[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; de 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) ; de 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - Le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégories d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022: l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 années ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ.
- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de poste abolis ventilé par ceps d'emploi ;
- r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs ;
- s) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2020-2021 ainsi que les prévisions pour 2021-2022 : le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n’est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

(Voir en annexe l’extrait du *Rapport annuel de gestion 2020* de la CCQ)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

RG-15 EMPLOYÉS VENTILÉS PAR CATÉGORIE 2020

	Plan d'effectifs 2020
	Employés permanents
<b>Direction générale</b>	<b>11</b>
Direction générale	2
Bureau des plaintes	2
Vérification interne	7
<b>Vice-présidence du soutien à la gouvernance</b>	<b>85</b>
VP	2
Ressources humaines et transformation	37
Affaires publiques et communications	22
Stratégies et portefeuille de projets	24
<b>Vice-présidence à la vérification et enquête</b>	<b>408</b>
VP	7
Enquêtes	36
Soutien à la vérification	21
Unité autonome de vérification	11
FISIC	11
Directions régionales	322
<b>Vice-présidence du service à la clientèle et aux partenaires</b>	<b>384</b>
VP	4
Formation professionnelle	61
Gestion de la main-d'œuvre	37
Avantages sociaux	136
Service à la clientèle	146
<b>Vice-présidence aux finances et aux ressources</b>	<b>90</b>
VP	2
Ressources financières	56
Gestion des placements et trésorerie	3
Budget et analyses financières	5
Ressources matérielles	24
<b>Vice-présidence des technologies de l'information</b>	<b>130</b>
<b>Vice-présidence aux affaires juridiques et secrétariat général</b>	<b>36</b>
VP	3
Application des conventions collectives	10
Services juridiques	23
<b>TOTAL</b>	<b>1144</b>

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent *Plan de gestion des ressources humaines*.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction pour l'année 2020-2021 et les prévisions pour l'année 2021-2022 : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2020-2021 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) le coût d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail ;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant ;
- k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse ;
- l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Voir annexe

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).[http://www.ccq.org/fr-CA/AI\\_AccesInformation/AI01\\_DocumentsDiffuses/AI01\\_2\\_FraisDepenses](http://www.ccq.org/fr-CA/AI_AccesInformation/AI01_DocumentsDiffuses/AI01_2_FraisDepenses)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 9 MARS 2021

## Commission de la construction du Québec

## Étude des crédits 2021-2022

#RG-17

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

<b>RÉSUMÉ BAUX 2020 CCQ</b>					
<b>Emplacement</b>	<b>Propriétaire</b>	<b>Durée du bail</b>	<b>Superficie Totale*</b>	<b>Loyer annuel</b>	<b>Aménagement</b>
Rimouski 188 rue des Gouverneurs	GESTION DIANE OUELLET	5 ans du 1 <sup>er</sup> février 2016 au 31 janvier 2021	399,9 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 93 677 \$/an 234 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Saguenay 1299 des Champs Élysées	CIDIC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> septembre 2016 au 31 août 2021	415,6 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 93 982 \$/an 226 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Mauricie 125 rue des Forges, suite 500	INVESTISSEMENTS OLYMBEC LTÉE	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2022	518,2 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 115 799 \$/an 223 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Montréal 1611 Boul. Crémazie	GALION ÉQUITÉ, S.E.C.	5 ans du 1 <sup>er</sup> juillet 2016 au 30 juin 2021	1 217,7 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 404 721 \$/an 332 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Gatineau 225 Montée Paiement	LES ENTREPRISES P. BONHOMME LTÉE	Option 5 ans du 1 <sup>er</sup> juin 2016 au 31 mai 2021	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 120 792 \$/an 268 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Sept-Îles 598 Boul. Laure, bureau 112	GESTION MAJICOR ENR.	5 ans du 1 <sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2024	451 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 87 372 \$/an 194 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Ste-Julie 1513 Chemin du Fer-à-Cheval	IMMO MDT INC	2 ans du 1 <sup>er</sup> mai 2019 au 30 avril 2021	100,4 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 22 680 \$/an 226 \$/m <sup>2</sup>	0 \$
Baie-Comeau 550 Boul. Blanche	LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	1 an du 10 octobre 2019 au 9 octobre 2020	26,24 m <sup>2</sup>	Loyer annuel : 3119 \$/an 119 \$/m <sup>2</sup>	0 \$

Superficie totale du local est égale à la superficie réellement occupée. Il n'y a donc pas de superficie inoccupée.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-18**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés ;
- b) La valeur estimée de ceux-ci ;
- c) Les coûts d'entretien annuel ;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-19**

Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-19

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-20**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Pour l'année financière 2020, il n'y a pas eu de travaux effectués dans ces locaux.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-20

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-21**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2020-2021, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-21

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-22

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2020-2021;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-23**

Liste des sommes d'argent versées en 2020-2021 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

La Commission de la construction du Québec ne possède pas de budget discrétionnaire.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-24

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2021-2022.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-25

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2021-2022.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-26

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2020-2021, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge ;
- c) prévisions pour 2021-2022.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-27**

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2021-2022.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-28

Pour chaque ministère et organismes, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2021-2022, par mission.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-29

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure ;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

	<b>2020</b>
Total des abonnements <b>imprimés</b>	29
COÛT	19 019.00 \$

	<b>2020</b>
Total des <b>accès électroniques</b>	31
COÛT	185 274.45 \$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-31

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2020-2021, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Voir réponse de la fiche numéro 30.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-32**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacle ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Chambre de commerce du Montréal Métropolitain : 327.69 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-33

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

- a) Le nom du site Web : ccq.org
- b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : Nexio (refonte 2019)
- c) Les coûts de construction du site : 302 275 \$ (refonte 2019)
- d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour : 151 536 \$
- e) Les coûts de modernisation ou de refonte : 0 \$
- f) Visites – nombre de hits : 4 514 728
- g) Fréquence moyenne de mise à jour : entre 15 à 20 quotidiennement
- h) Responsable du contenu du site : Commission de la construction du Québec
- j) Entre 40 \$ et 60\$ par domaine annuellement

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-34**

Nominations, pour 2020-2021, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Aucune nomination de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-35**

Pour 2020-2021, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-36

La liste exhaustive de tous les mandats et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2020-2021 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-37**

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-39**

Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE:** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-40**

L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2021-2022.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2020* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-41

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# Informations complémentaires à la fiche RG-39

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

#### RG-41X

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2021 pour 2021-2022.

Comme la Commission de la construction du Québec (CCQ) est un organisme non budgétaire et que ses dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'équilibre budgétaire, elle n'avait pas à faire un plan de réduction de dépenses dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire 2015-2016 ni à fournir de telles prévisions pour les exercices subséquents.

Toutefois, la CCQ applique les paramètres salariaux déterminés par le Conseil du trésor. De plus, aucun boni ou prime au rendement n'est versée par la CCQ.

Enfin, la CCQ a produit une demande de subvention au gouvernement du Québec pour la lutte contre le travail au noir de 4,376 M\$ pour 2020-2021, montant comparable aux 2 dernières années :

2019-2020 : 4,5 M\$  
2018-2019 : 4,2 M\$  
2017-2018 : 3,714 M\$  
2016-2017 : 3,65 M\$  
2015-2016 : 3,65 M\$

À noter que l'année financière de la CCQ prend fin le 31 décembre.

---

#### Information 2020

La CCQ gère un plan financier quinquennal qu'elle met à jour sur une base annuelle.

Ce dernier a pour objectif d'assurer le maintien de la bonne santé financière de la CCQ à court comme à long terme tout en assurant, à travers l'optimisation de ses ressources, le déploiement de son plan stratégique.

À cet effet, quelques éléments méritent d'être soulignés:

- Encore une fois, une attention particulière a été apportée à la préparation du budget 2021:
  - Limitation de la croissance des dépenses;
  - Plan d'effectifs limité à un maximum de 1 164 postes permanents;
  - Poursuite et intensification des efforts de transformation et des initiatives stratégiques, en lien avec nos priorités stratégiques.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-42**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2020-2021, ainsi que les prévisions 2021-2022 et 2022-2023, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Pour l'année 2020 :

Subvention du gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Accès construction  
4 261 968 \$

Subvention du gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale  
Élaboration d'un plan de communication et de sensibilisation adapté à la clientèle autochtone  
annoncé au Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des premières  
nations et des Inuits  
100 000 \$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

La Commission de la construction du Québec n'a pas de primes au rendement et de bonis.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-44**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2020-2021 : le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-44

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-45**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2020-2021, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Les primes de départ pour l'année 2020 totalisent : 216 091.00\$

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-45

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-46**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021, le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La CCQ a indexé toutes les échelles salariales de 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et de 0 % au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les employés hors convention, de 0 % au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les employés syndiqués SEPB et de 0 % pour les employés syndiqués SPECCQ au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-47

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeants qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-48**

Pour 2020-2021, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :

a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

b) fournir la liste des salaires versés;

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-49**

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2020-2021 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2021-2022. Pour chacun de ces programmes existants en 2020-2021, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Sans objet
------------

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-50**

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-50

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-51**

Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Aucun employé n'est affecté spécifiquement au Plan Nord.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-51

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-52**

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-53**

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-54**

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-55**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-56**

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles / Fonds Énergie.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-57**

Liste des aides financières accordées en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-58**

Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.

Les sommes dépensées pour les services juridiques le sont à même le budget de fonctionnement de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) la dépense totale (opération et capital);

- a) La dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

### Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l'information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2020 Du 1 <sup>er</sup> jan au 31 décembre <sup>(1)</sup>
Charges reliées aux effectifs	8 968 974 \$
Administration	244 562 \$
Entretien équipements et logiciels	3 133 592 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 502 211 \$
Autres frais	338 367 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	4 142 755 \$
<b>TOTAL</b>	<b>18 330 461 \$</b>

(1) Données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 11.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. [www.seao.ca](http://www.seao.ca)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-60

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie de l'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujéti à la Loi sur la fonction publique.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-61**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2020-2021, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-61

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-62**

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2020-2021 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet ;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé ;
- c) les coûts reliés à sa réalisation ;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-63

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La CCQ n'est pas visée par la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor. Une directive administrative interne encadre toutefois le remboursement de tels frais.

Du 1er janvier au 31 décembre 2020 : 86 279,53 \$

Liste des associations, ordres ou corporations professionnels :

Association canadienne des chefs de police  
Association des directeurs de police du Québec (ADPQ)  
Association of certified fraud examiners  
Association sur l'accès à la protection de l'information  
Barreau du Québec  
Bénévoles ACCP  
Certified ethical hacker – EC – Council international Ltd  
Forum des secrétaires du Québec  
Institut canadien des actuaires  
ISACA - CISA  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA)  
Ordre des ingénieurs du Québec  
Ordre des psychologues du Québec  
Project Management Institute (PMI)  
Society of actuaries  
The open group architecture framework (TOGAF)

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-64**

La liste de toute rencontre d’accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature et le lieu de la rencontre.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-65**

Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les participants ;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-66**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

ÉchoSondage

Sondage sur les abandons et l'attractivité de l'industrie de la construction

Coût : 17 075,00 \$

Gré à gré

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-67**

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Aucune publicité réalisée au sein de médias communautaires pour l'année 2020.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-68**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-69**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-70**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2020-2021.

La CCQ n'a pas réalisé d'action spécifique jusqu'à présent en cette matière en 2020.

Il existe un processus de reconnaissance de l'expérience pertinente dans les métiers de la construction, une fois le certificat de compétence obtenu. Toutefois, ce processus s'adresse à toute personne, non pas seulement aux personnes immigrantes. Les données de la CCQ ne permettent pas de répertorier les personnes immigrantes qui ont passé par ce processus.

Ce processus de reconnaissance d'expérience est en voie d'être bonifié par changement réglementaire, ce qui favorisera l'accès à l'industrie pour les personnes issues de l'immigration.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-71**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021.

La liste contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2020-2021, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 8.

En ce qui concerne les actions réalisées par l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-72**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-73**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet des recommandations de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-74**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-75

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

La CCQ a poursuivi ses travaux en 2019 et 2020 des trois mesures intégrées au plan d'action gouvernemental sous sa responsabilité, soit développer un plan de communication adapté à la clientèle autochtone, réaliser un diagnostic sur les facteurs qui favorisent l'accès et la rétention des Premières Nations et les Inuits dans l'industrie de la construction et offrir un service d'accompagnement et d'information personnalisés à la main-d'œuvre et aux entreprises autochtones avec des agents de liaison.

Depuis l'été 2018, ces trois mesures ont été intégrées dans une démarche collaborative développée et mise en place avec les partenaires des Premières Nations et des Inuits en employabilité dans le secteur de la construction. Cette démarche a pour objectif d'identifier et de mettre en place des solutions durables et structurantes pour leur inclusion dans l'industrie de la construction. Des consultations sont réalisées dans un premier temps dans les communautés et dans les milieux urbains. Leurs conclusions et le rapport qui en sera une des finalités permettront de poser un état de situation et de diagnostiquer les obstacles et les facteurs qui favorisent l'inclusion, d'identifier des moyens d'adapter les communications, et de réaliser un bilan avec des recommandations sur le service d'information et d'accompagnement offert aux Premières Nations et aux Inuits à travers le Québec.

Depuis 2019, la mobilisation et les travaux avec les partenaires se poursuivent, sur le terrain principalement avec les Cris, les Mohawks, les Inuits et les Innus. Des consultations ont été réalisées auprès des communautés autochtones du Québec pour documenter les obstacles et les solutions, et le rapport de ces consultations sera déposé au printemps 2021. Le comité aviseur qui oriente et supporte la démarche a été mis en place. Il est composé de représentants de la CCQ et de ses partenaires qui collaborent à l'inclusion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction à travers le Québec, de Sanajit de l'Administration Régionale Kativik, d'Apatsiwin Skills Development du Gouvernement de la Nation crie, du Bureau de Travail de Kahnawake, de la Commission de Développement des Ressources humaines des Premières Nations du Québec de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Conseil de la Nation atikamekw, du Conseil de la Nation naskapie de Kawawachikamach.

Les travaux suivent l'échéancier prévu au plan d'action gouvernemental avec une poursuite des travaux en cours jusqu'en 2022 avec des participations régulières à un comité interministériel ainsi que des redditions de compte régulières au Secrétariat aux Affaires autochtones.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-76**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-77**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-78**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-79**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-80**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.

La CCQ a participé au comité d'évaluation interministériel de la Stratégie en 2019 et 2020.

La CCQ a travaillé, en 2020, à la poursuite de la mesure sous sa responsabilité qui vise à réduire les contraintes à l'intégration des personnes immigrantes dans l'industrie de la construction, en réalisant un état de situation sur l'inclusion des personnes immigrées avec l'identification des obstacles et des leviers d'inclusion dans l'industrie de la construction.

En 2020, le projet de recherche action a été mis à jour avec les partenaires interministériels de la CCQ soit le Conseil Emploi Métropole (CEM), du ministère de la Francisation et de l'Immigration (MIFI) et d'Emploi-Québec pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), et du ministère de L'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MÉES), et avec l'expertise d'une chercheuse d'un centre de partage des savoirs du CIUSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal, experte en inclusion en emploi des personnes immigrées au Québec. Cette recherche se base évidemment sur la mobilisation des partenaires terrain de la CCQ en inclusion des personnes immigrées, les membres de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes et de ses différents membres. La recherche-action « *Les obstacles et facteurs de succès à l'intégration et au maintien en emploi des personnes immigrantes dans l'industrie de la construction* » est sur le point de débiter et se conclura en 2022.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION :** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-81

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la main-d'œuvre.

La CCQ est responsable de la mesure 4.8 de la Stratégie globale de promotion et de valorisation des métiers et professions 2018-2023.

En 2020 :

- La CCQ a mis en ligne un microsite qui fait la promotion des métiers de la construction : [carriereenconstruction.com](http://carriereenconstruction.com)
- Ce microsite marque le passage de la stratégie de promotion des métiers de la construction vers le numérique.
- La CCQ soutient également les Olympiades des métiers (édition de 2020 reportée) et le Concours Chapeau les filles.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-82**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-83**

Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 9 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-84**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.

La CCQ a participé aux consultations qui ont mené à la création du Plan d'action 2020-2025.

Le plan reflète plusieurs contributions spécifiques que la CCQ devra réaliser dans les prochaines années.

Au-delà des ressources opérationnelles chargées de ce dossier à la CCQ, aucun contrat n'a été donné à l'externe concernant l'allègement réglementaire pour la période.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-85**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-86**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-87**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-88**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2017-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-88

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-89**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-89



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-90**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-91**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’aérospatiale 2016-2026 .

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-92**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action en économie numérique 2016-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-93**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-93

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-94**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-95**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie de développement de l’industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-96**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet du Plan d’action de la politique internationale du Québec 2018-2020.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-97**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-97



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-98

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.

La CCQ est visée par la *Loi sur le développement durable* et la Stratégie gouvernementale de développement durable qui en découle. À la CCQ, le développement durable tend à un équilibre entre les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels. La CCQ en est à sa 6<sup>e</sup> année de mise en œuvre de son plan d'action.

### État d'avancement des actions à concrétiser

Dans le cadre de son plan d'action de développement durable 2015-2020, la CCQ ciblait six actions. Une d'entre elles a été réalisée complètement, à savoir : promouvoir les collaborations de la CCQ avec des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale.

Deux autres n'ont pu être réalisées en totalité, notamment en raison du contexte de la pandémie, soit : mettre en place des partenariats auprès de groupes dédiés à la promotion du bâtiment durable qui influencent le développement des pratiques et de modèles d'affaires verts et responsables, par la promotion du programme financier soutenant le virage numérique des entreprises initié par le Groupe BIM du Québec; et adapter les normes de l'industrie pour les autochtones, les femmes, les personnes immigrantes et les minorités visibles, ainsi que les personnes handicapées. Néanmoins des normes réglementaires ont été déployées pour l'inclusion des femmes et des travaux sont en cours pour l'ensemble des groupes de la diversité.

Toujours dans le cadre de son plan d'action, la CCQ réalise, en continu, des actions telles que « l'adoption de nouvelles mesures de réduction à la source et de réemploi au sein de l'organisation » et « accroître la représentation des groupes sous-représentés dans les communications officielles de la CCQ ».

En 2020, ces réalisations visent les différents pôles du développement durable.

#### Pôle Économique :

- Les critères écoresponsables identifiés pour les commandes d'achat dans l'implantation du nouveau système informatique de la CCQ (MISTRAL);
- L'orientation adoptée pour élaborer une ébauche de politique d'investissement responsable.

#### Pôle Social :

- L'animation de 8 séances d'information sur le développement durable auprès de 100 personnes.

#### Pôle Environnement :

- Le virage numérique dans la gestion des réclamations d'assurance, initiatives d'utilisation de signature numérique et priorisation de l'utilisation de documents numériques à l'interne de la CCQ permettant la réduction de l'utilisation du papier.

#### Pôle Culture :

- La mise en valeur de la diversité sur le site web de la CCQ et dans les publications de la CCQ.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation de son plan d'action développement durable.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-99**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie québécoise de l’eau 2018-2030

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-100**

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-100

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-101**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet de la conciliation travail-famille.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-102

Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

Dans le cadre du Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024, la CCQ réalise des analyses différenciées selon le sexe (ADS) dans la détermination des modifications réglementaires et mesures soutenant l'inclusion des femmes.

Des indicateurs du parcours des femmes, une cible globale de présence de femmes actives et des cibles par métier-occupation ont été développés pour suivre la progression de la présence des femmes dans l'industrie de la construction.

Des bilans annuels sont publiés afin de diffuser les constats et alimenter les actions des parties prenantes du PAEF. Des évaluations des impacts des phases du PAEF sont également prévues. Ces évaluations viseront les actions, cibles et indicateurs pour s'assurer de l'actualisation du PAEF, avec pour objectif principal de soutenir le changement de culture structurant vers une industrie plus inclusive et durable.

Dans le cadre de l'élaboration du PAEF 2015-2024, la CCQ a publié une analyse de la présence des femmes dans l'industrie de la construction dans les provinces du Canada, en vue de soutenir la détermination de cible de présence de femmes actives en construction pour l'ensemble de l'industrie. Une analyse qualitative et quantitative des impacts des mesures du PAEF a été faite dans le cadre de l'évaluation de la Phase 1 (2015-2018) afin de cibler les actions structurantes à mettre de l'avant pour la Phase 2 vers 2024.

Une mesure du PAEF 2015-2024 (mesure 37) vise à documenter les enjeux que rencontrent les femmes et élaborer un portrait statistique des femmes selon l'approche de l'analyse différenciée selon le sexe (ADS) en collaboration avec l'ensemble des organismes concernés.

Dans le contexte de la COVID-19, un plan d'action court terme du PAEF 2020-21 a été déployé à la suite d'une analyse des impacts de la pandémie sur la situation des femmes dans l'industrie ainsi qu'une consultation à cet effet. Les objectifs de ce plan sont d'accroître l'attractivité de l'industrie et des programmes d'études auprès des femmes, de favoriser l'embauche et le maintien en emploi des femmes ainsi que d'assainir le climat de travail en matière de discrimination, de harcèlement et d'intimidation. L'implantation de tables de concertation avec les divers partenaires permet d'identifier en continu les besoins actuels en matière d'ADS et d'évaluer les impacts des projets et actions en développement.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-103**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet de l'électrification des transports.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-103

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-104**

Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme, en 2020-2021 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.

La CCQ n'a pas réalisé d'analyse spécifique sur la rétention des travailleurs d'expérience en 2019-2020. Les informations dont nous disposons sur le sujet sont antérieures.

Les actions prises sont multiples :

- Le maintien et l'application des conditions de travail dans l'industrie sont des leviers de rétention en soi.
- La CCQ a entrepris un dialogue avec les associations patronales et syndicales sur la rareté de la main-d'œuvre. À l'intérieur de cette initiative, le Conseil d'administration de la CCQ a soumis des propositions à caractère réglementaire au gouvernement. Ces modifications pourraient avoir pour effet, notamment, de garder les travailleurs d'expérience dans l'industrie.
  - Les mesures les plus importantes en cette matière touchent l'accélération de l'obtention du statut de « compagnon », assorti d'un taux de salaire avantageux et de la possibilité de travailler de façon autonome sur un chantier.
  - Les mesures n'ont pas encore été annoncées par le gouvernement.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-105

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ;
- b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ;
- c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

- a) De l'effectif total au 31 décembre 2020, 968 employés ont bénéficié en 2020 des mesures de télétravail ou travail à distance.
- b) Au 28 février 2021, 976 employés bénéficiaient toujours des mesures de télétravail ou travail à distance.
- c) De l'effectif total au 31 décembre 2020, 85,21 % des employés ont bénéficié en 2020 des mesures de télétravail ou travail à distance.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-106**

Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2020-2021.

En 2020, nous avons accordé un perdiem à 312 employés totalisant 76 325\$. La nature de leur travail oblige ces employés à être en présentiel.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-106

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-107**

Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2020-2021.

Aucune mise à pied ni de non-renouvellement de contrat découlant de la pandémie.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-107

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-108**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)

La somme dépensée s'élève à 1,322.321 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-108

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-109**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.

Voir la réponse de la question 8.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-110**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) :

- a) Liste des contrats ;
- b) Nom du fournisseur ;
- c) Montant déboursé.

Aucune somme en 2020, nous avons déjà les licences.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-111**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Aucune somme remboursée.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-112**

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

50 employés ont été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la Covid-19 ou en retrait préventif lié à la Covid-19. L'estimation des coûts en découlant est de 32 851 \$.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

RG-112

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-113**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2020-2021 :

- a) Les sommes dépensées ;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) ;
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Il n'y a eu aucune dépense reliée à des initiatives en santé mentale pour 2020.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-114**

Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 :

- a) Total des dépenses réalisées ;
- b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.) ;
- c) Liste des fournisseurs retenus ;
- d) Coûts d'installation ;
- e) Liste des contrats accordés et montants déboursés ;
- f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.

- a) 88 123\$
- b) Gants, gels, masques, visières
- c) Acklands-Grainger  
Amsal Inc  
Central Thermique B.C. Plus Inc.  
Larose & Fils  
MAO Marketing Promotionnel  
Maxi & Cie  
Michon industriel  
Tenaquip Ltée  
Composition Orléans  
Laleman inc.  
Omnichem
- d) Aucun
- e) Aucun
- f) Non applicable

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-115**

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2020-2021, fournir :

- a) Le total des sommes dépensées ;
- b) Le nom des fournisseurs retenus ;
- c) La liste des contrats.

- a) 591 968 \$
- b) GDI Services aux immeubles, Conciergerie Speico, Temabex, Entretien JDL, Eddy Bourgoin

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-116**

Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l’organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l’Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou, en lien avec la pandémie de la COVID-19.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-117**

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-118**

Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public)

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-119**

Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2020-2021.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-120

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme, en 2020-2021 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

### RG-121

Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant :

- a) le nom du professionnel ou de la firme ;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
- c) le coût ;
- d) l'état de prestation des services ;
- e) l'échéancier.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-122**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2020-2021, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-123**

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2020-2021 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre total de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2020* de la Commission de la construction du Québec.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-124**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-125**

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquées, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-126**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2020-2021, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au *Rapport annuel de gestion 2020* de la Commission de la construction du Québec ainsi qu'au Rapport annuel d'activités 2020-2021 du Protecteur du citoyen.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L’OPPOSITION

**RG-127**

Nombre de postes ouverts pour les années financières 2020-2021 et 2021-2022 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d’emploi présente au sein du ministère.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-128**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus ;
- b) Heures de stages effectués ;
- c) Rémunération totale déboursée.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE  
**DATE :** 17 MARS 2021

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-129**

Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

- a) 4
- b) 2010 Remorque de formation en protection-incendie  
2015 Camion Sprinter Mercedes  
2018 Mini-fourgonnette Transit  
2018 Tracteur John Deere
- c) Aucun
- d) Aucun
- e) Aucun

**SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC**

**COLLABORATION :**

**VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE**

**DATE : 9 MARS 2021**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**RG-130**

Veillez fournir une liste des actions effectuées dans le ministère ou l'organisme en lien avec le PACC 2020, pour 2019-2020, incluant :

- a) les sommes dépensées pour chaque action ;
- b) le nombre d'ETC dédiés au suivi ou à la mise en œuvre de chaque action.

Sans objet

**SOURCE :** COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** DIRECTION GÉNÉRALE

**DATE :** 17 MARS 2021

RG-130